



## Tour d'horizon de l'université d'été européenne d'Attac 2011



Du 9 au 14 août 2011, c'est sous le titre *Créer notre avenir commun : développer des alternatives pour un monde meilleur* que plus de 1300 militants se sont retrouvés à Fribourg (Allemagne) pour l'Université d'été européenne d'Attac.

Si Allemands et Français étaient les plus nombreux, la presque totalité des Attac d'Europe étaient présents : Norvège, Suède, Finlande, Pologne, Belgique, Autriche, Hongrie, Italie, Grèce et Espagne. Notons également la participation de délégations des Attac du monde : Maroc, Togo, Japon, Canada et Québec. Largement ouverte au delà de la seule association Attac, l'université d'été (de son titre officiel ENA : european network academy) accueillait nombre de mouvements sociaux d'Europe.

Ces journées proposaient apprentissages et réflexions sur des thèmes des plus variés en lien avec la crise d'aujourd'hui ou ses alternatives de sortie. Manifestations artistiques, culturelles ou excursions (notamment du très intéressant écoquartier Vauban de Fribourg) complétaient le programme.

**Attac ne serait pas Attac si elle n'avait pas mis au cœur de ses réflexions et propositions la crise financière et la crise de la dette publique actuelle.**

La crise économique permanente montre que le capitalisme dit financier n'est pas capable d'avenir. Il y a donc nécessité urgente de développer un nouveau paradigme à principes fondamentalement différents : solidarité au lieu de compétition, contrôle social au lieu de contrôle par les actionnaires, provision à l'investissement au lieu de profit à court terme, système financier local au lieu de finances mondialisées.

Fustigeant les politiques libérales suivies ces dernières décennies qui ont conduit à mettre les peuples sous la coupe des marchés financiers, Attac veut s'attaquer à la spéculation financière et aux banques dont le rôle est dévoyé par cette spéculation. Plusieurs mesures s'imposent :

- instauration de taxes sur les transactions financières (TTF) ;
- réduire la taille des mastodontes bancaires et séparer les banques de dépôts et les banques d'affaires ;
- réguler le *shadow-banking*<sup>1</sup> et revenir vers des activités bancaires de proximité ;

<sup>1</sup> La finance de l'ombre qui accueille des flux financiers à l'abri des regards par le truchement de l'optimisation fiscale, des places offshore, du hors-bilan, des conflits d'intérêt et des connivences politiques. Par son intermédiaire, des risques qui se trouvaient dans le système "en clair" sont en train d'émigrer à l'insu de tous à la périphérie "obscur". Dans cette sphère qui se joue des interdits figurent les constructions de style SPV (*Special Purpose Vehicles*), la titrisation sauvage, les marchés dérivés et les fonds de matières premières. Certains ajoutent à cette liste noire les *hedge funds*, les fonds d'investissement qui animent la spéculation internationale ou le secteur du capital-investissement qui collecte l'argent auprès des investisseurs institutionnels pour prendre part au capital des entreprises. D'autres incluent les activités spéculatives des banques d'affaires ou la gestion de fortune la plus sophistiquée. En résumé, ce label couvre toutes les institutions financières qui ne sont pas des banques de dépôt mais font du crédit ou ont recours à l'endettement.

–créer des banques publiques (notamment un pôle bancaire européen) facteur de stabilité, dans un but de développement et de production de biens publics par un investissement à long terme ;

–aller vers une gouvernance sociale des banques par une gestion démocratique de celles-ci, les « directoires » doivent rendre des comptes ;

–réformer la banque centrale et la politique monétaire européenne notamment par le financement direct d'emprunts aux états et par la création monétaire.

Ce sont donc bien des réformes structurelles qu'il faut réaliser et le mouvement doit mettre l'accent sur les réformes profondes des banques. Mais ceci sera largement incomplet si l'on ne change pas de politique économique.

L'endettement public d'aujourd'hui est largement dû au sauvetage des banques et il s'agit moins d'une crise de l'endettement que d'une crise de répartition des richesses, une crise du marché et de la finance. De faux arguments sur la compétition économique sont avancés pour faire payer la dette aux citoyens. De plus, les plans d'austérité seront inefficaces car ils ne font que réduire les débouchés économiques. Récession et pauvreté ne peuvent qu'augmenter. Il faut retrouver des recettes fiscales en mettant à contribution entreprises et hauts revenus. L'Europe doit en finir avec la concurrence fiscale et aller vers une harmonisation fiscale afin d'éviter un dumping aux conséquences sociales dramatiques. Sur le sujet, les propositions de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires concernant une réforme pour une fiscalité juste et un serpent fiscal européen sont largement reprises.

**Le combat n'est pas qu'économique et contre la finance, c'est aussi un combat pour retrouver un pouvoir politique et restaurer démocratie. C'est une clé pour changer la structure de nos sociétés.**

Un état des lieux montre des citoyens dépossédés de tout pouvoir sur des décisions politiques, économiques, sociales qui les affectent pourtant directement. Les régimes représentatifs sont partout en panne et jamais le fossé ne fut plus grand entre les élites et les peuples. Le monde de l'entreprise (dirigé par les seuls actionnaires) n'oriente sa politique qu'à l'aune du profit maximum, sans visée sociale aucune et en oubliant donc ses travailleurs. Les gouvernements, obéissant à la seule doxa libérale, remettent peu à peu en cause tout acquis social au nom de la compétitivité économique.

Si l'Union européenne est une évidence économique sinon politique, ses structures de décisions sont non-démocratiques et difficiles à pénétrer. Non seulement le principe démocratique est violé par l'architecture actuelle de l'Union, mais aussi le principe de la séparation des pouvoirs est sévèrement abîmé. Nous avons donc besoin d'un concept cohérent pour la démocratisation de l'UE. Au niveau national ou local, l'élection est loin d'assurer une représentation assurant une prise en compte des intérêts de tous et un souci de l'intérêt général. Enfin, dans le monde économique, il faut en finir avec la toute puissance des actionnaires, seuls décideurs de choix aux conséquences sociales et parfois écologiques touchant des populations et des régions entières.

Pour s'affranchir des schémas actuels de privatisations et de confiscations, il faut réaffirmer ou établir toute une série de droits universels à des biens communs (eau, alimentation, santé, éducation) dont la gestion doit sortir de la sphère privée. Nous avons besoin d'une démocratie économique autant que politique garantissant l'accès de tous à ces biens communs. Et c'est bien du débat public que doivent émerger les formes de

gestion incluant des outils de démocratie directe et de participation citoyenne à des codécisions.

Avancer vers une société juste au bénéfice de tous implique que le peuple doit recouvrer ses droits et ses pouvoirs et ce, dans toutes les dimensions de la société. La souveraineté doit s'exercer au plus proche des citoyens.

### **Autre sphère d'intervention de l'université : la crise environnementale et la transition écologique.**

Les liens étroits entre crise financière, climatique et énergétique notamment par la consommation effrénée de ressources non renouvelables interrogent le concept de croissance et posent la question d'un tournant plus résolu renonçant à une politique économique centrée sur la croissance. Les discours post-croissants ou décroissants nous donnent des concepts fondamentaux pour des nouveaux paradigmes macro-économiques. Cela comprend une relance des investissements publics dans un but écologique et social comme un approvisionnement décentralisé et démocratiquement contrôlé en énergie.

Mais pour qu'une perspective sociale aboutisse, il est impératif que les gens essayent eux-mêmes de construire de nouvelles formes économiques – que ce soit l'écologie open source<sup>2</sup>, l'économie solidaire ou l'agriculture paysanne. Ainsi, le mouvement des villes en transition est un mouvement citoyen agissant localement pour inciter les habitants à prendre conscience des conséquences de la fin des énergies fossiles et du dérèglement climatique, ainsi que de la crise financière et de s'y préparer. Les expériences de production et de consommation locales dans le champ de l'économie sociale et solidaire ou les fermes communautaires sont des exemples concrets d'alternatives au mode dominant de consommation.

Lier les crises économiques, sociales et environnementales implique de prendre en compte les aspects sociaux de la restructuration écologique. L'urgence climatique nécessite de diminuer le PIB mondial et des réflexions sont à avoir dans plusieurs domaines comme le logement (isolation, énergies) ou le transport (relocalisation). La reconversion économique ne doit pas se faire au détriment des salariés. Si l'on sait que certains secteurs perdront massivement des emplois et que d'autres en gagneront, il est impossible de faire des prospectives précises. La reconversion doit assurer des plans de formation et le maintien des revenus. Notons que si des débuts de réflexions sur le sujet ont déjà eu lieu en Allemagne entre Attac, des associations environnementalistes et des syndicats, cela n'a pas été possible en France.

Des pistes néanmoins apparaissent qui insistent sur les problèmes de reconversion, de relocalisation et de reprise des entreprises par les salariés (afin de les dégager des objectifs de profit à court terme) :

- de nouveaux emplois nécessitent une mutation des qualifications voire de retrouver des qualifications anciennes (réparation de différents objets) ;
- la reconversion doit se faire avec les salariés (qui doivent être acteurs et non victimes) et les citoyens sur des critères sociaux (que produit-on, comment et pour qui ?) ;
- un secteur important d'entreprises publiques est nécessaire là aussi pour sortir des seules logiques de rendement économique à court terme et pour un effet d'entraînement ;

---

<sup>2</sup> Mouvement dédié à l'élaboration conjointe de technologies reproductibles selon une méthodologie "open source", c'est à dire librement accessible, favorisant la reproduction à bas coût de l'ensemble des opérations.

–vendre le service de l'objet<sup>3</sup> plutôt que l'objet lui-même génère pour l'entreprise productrice un intérêt à la durabilité des biens produits ;

–les secteurs coopératifs et mutuels doivent également être des acteurs de la reconversion.

**La mobilisation étant plus que jamais nécessaire, Attac France a organisé une assemblée plénière centrée sur les enjeux stratégiques et les échéances militantes de la rentrée et du premier semestre 2012.**

- La dette publique, principale source de profit pour la finance, reste au cœur du débat d'autant qu'on a pris conscience qu'il n'y a plus de filet de sécurité (comme en 2008). Pour sauver le AAA, la campagne électorale sera centrée sur les enjeux fondamentaux d'Attac. Dès la rentrée, une coalition large se mettra en place pour lancer un mouvement citoyen d'audit de la dette publique. Fin janvier/début février 2012, Attac organisera un grand congrès national sur la dette et la démocratie.
- Les plans d'austérité en Europe ont des tempos différents qui entraînent des mobilisations différentes selon les pays. Malgré cela, les Attac d'Europe en lien avec les Indignés feront du 15 octobre une journée globale d'action contre les politiques d'austérité et sur les banques.
- Le sommet du G20 aura lieu à Cannes les 03 et 04 novembre prochains. La mobilisation face au G20 sera le grand rendez-vous militant de la fin d'année. Elle aura lieu à Nice dès le 1er novembre (manifestation), les 02 et 03 (séminaires, débats, actions) et jusqu'au 04 novembre (action finale contre le G20).
- Enfin, le Forum alternatif mondial de l'eau (FAME) à Marseille en mars 2012 sera l'occasion d'un nouveau grand rendez-vous pour défendre l'eau (bien commun et surtout bien vital) contre les privatisations et les surpuissants intérêts financiers des multinationales.

---

<sup>3</sup> Par exemple, Michelin expérimente déjà ceci en proposant aux entreprises de transport non pas la vente de pneumatiques mais leur location incluant entretien et changement. L'entreprise fait donc du bénéfice en assurant pour un train de pneus donné une durée de vie maximum.